



Groupe  
Tiers-Monde  
Clamart  
Peuples  
Solidaires



# SOLIDARITÉ INTERNATIONALE CLAMART

Bulletin trimestriel  
d'information et de liaison

Janvier 2012 • n° 62

## SOMMAIRE

Nos partenariats ..... Page 2  
**Dossier : L'éducation** ..... Page 3  
 Appels urgents ..... Page 7  
 Pierre Demonsant  
 vient de nous quitter ..... Page 7  
 Artisans du monde  
 et la Semaine de la solidarité  
 internationale..... Page 8

## ÉDITORIAL |

### Un droit essentiel : le droit à l'éducation

**R**éfléchir, s'informer, agir sur les causes du mal développement, sont les buts fondamentaux de Peuples Solidaires et de notre association. Au delà nous souhaitons aider à la mise en œuvre de projets de développement établis par nos partenaires. Mais ces projets ne peuvent voir le jour que si ces partenaires sont en mesure de les concevoir et de les réaliser et s'il existe chez eux des organisations (associations, coopératives, syndicats, ...) au sein desquelles chacun puisse agir. Pour cela il faut que, dans tous les pays, chacun accède à des moyens d'éducation et de formation.

Le dossier présenté par le présent bulletin d'information porte sur le programme des Nations Unies « L'Éducation Pour Tous ». Il montre que nous sommes loin du compte. Bien que les sommes nécessaires au niveau mondial soient faibles comparées aux dépenses d'armement ou de produits cosmétiques, les promesses déjà peu ambitieuses ne sont même pas tenues. Les pays pauvres font quelques efforts mais par définition leurs moyens sont faibles.

Une prise de conscience dans les pays riches est indispensable. Nous avons modestement apporté une contribution à cette prise de conscience en informant et sensibilisant les écoliers de Clamart en 1999 à l'occasion du forum mondial de l'éducation qui s'est tenu à Dakar en 2000. L'encadré ci-contre montre que la démarche a porté ses fruits. Il s'agit d'une des réactions d'enfant parmi la centaine que nous avons pu faire parvenir à ce forum.

Nous avons constaté combien nos partenaires étaient convaincus de la priorité à donner à l'éducation ; ils se sont tous attachés à des réalisations dans ce domaine, réalisations auxquelles nous avons contribué, en partie à Pintadas, en totalité à Kidal et à Moulourou :

- à Pintadas, le municipe a successivement mis en place une école familiale rurale, construit une école et envoyé des jeunes à l'université,
- à Kidal, la ville a souhaité compléter ses établissements d'enseignement par une bibliothèque permettant aux jeunes de parfaire leur formation,
- à Moulourou, une alphabétisation est pratiquée depuis plusieurs années. Les habitants, dépourvus d'école, ont par leurs moyens propres, essayé de construire une école parce qu'ils avaient conscience de son intérêt.

Ces exemples témoignent de ce qu'il est possible de faire dans le cadre de nos partenariats ; ils témoignent surtout de l'immense attente de nos partenaires et de leur volonté de voir leurs enfants accéder à la connaissance « *qui leur permettra d'avoir les yeux ouverts* » comme disent les habitants de Moulourou.



### Réunions et manifestations :

• **Lundi 9 janvier 2012**  
à 20 h 30

Maison des Sports  
salle bleue.

Nancy Dakar à vélo...

« Chacun à son niveau  
peut faire bouger le monde »  
par Irène Gunepin.

• **Lundi 6 février 2012**  
à 20 h 30

Maison des Sports  
salle bleue.

Assemblée Générale du  
GTMC – Peuples Solidaires.

• **Samedi 18 février 2012**  
20 h 30

Conservatoire de Clamart  
Place Hunebelle.

Soirée solidaire et festive.

Danses d'Arménie  
(voir page 2).

*Madame, Monsieur,*

*Nous sommes tous égaux, que l'on soit filles  
ou garçons. Nés au Népal, au Congo...*

*On doit tous aller à l'école.*

*Il faut réagir.*

*Moins de dépenses militaires (bombes, armes,  
chars et avions). Les filles ont le droit de donner  
leurs avis, d'avoir des droits.*

*Plus tard, si elles vont à l'école, elles auront  
plus de chances de trouver un bon travail.*

*Ce que je veux vous dire  
c'est qu'on a tous droit à L'ÉDUCATION.*

Bulletin trimestriel d'information  
et de liaison GTMC Peuples Solidaires

Responsable de la publication :

Claude Gleizes

Coordinateur de la publication :

Bernard Costecalde

Réalisation : Dominique Lefilleul

Remerciements à tous les contributeurs.

■ **Claude Gleizes, président du GTMC**

## NOS PARTENARIATS



L'école de Moulourou au 31 octobre 2011.

### BURKINA FASO Dano Moulourou



Des nouvelles récentes, d'abord, de l'école de Moulourou ! Elle compte trois classes depuis la rentrée du 1<sup>er</sup> octobre 2011 (cent-neuf enfants) et la troisième enseignante a bien été nommée conformément à ce qui nous avait été annoncé par l'Inspecteur de l'Éducation nationale.

Ces classes ont été hébergées dans des locaux provisoires pendant le premier trimestre. Les finitions du nouveau bâtiment sont maintenant quasi-terminées. À la mi-décembre, on a le sentiment qu'on y est presque mais que cela n'en finit pas de finir... Les écoliers devraient en prendre possession définitivement début janvier. La réception officielle des travaux est programmée dans le courant du même mois. Evidemment, une grande fête est prévue : tout le village a conscience d'une avancée déterminante avec cette école « en dur ». Comme le dit Anatole, le Président des parents d'élèves, les enfants de Moulourou vont enfin avoir « *les yeux ouverts* » sur le monde...

C'est une immense satisfaction pour le GTMC et pour

tous ceux qui ont contribué au financement de cette construction.

L'école va rester au cœur de nos échanges avec le village : nous voulons nous assurer que tout fonctionne parfaitement et détecter les éventuels manques sur lesquels nous pourrions agir. Pour cela, nous resserrons nos contacts avec le Directeur de l'école. Il prépare une liste des problèmes matériels les plus gênants. Par ailleurs, il vient de nous confirmer son souhait de voir naître un jardin maraîcher sur le site de l'école tout en nous précisant quelques premiers éléments d'organisation, tels qu'il les voit. Nous avons demandé au village de se concerter à ce sujet et de nous dire ce

qu'il envisage puisqu'une première ébauche d'un projet de jardin maraîcher sur un autre site avait été élaborée il y a quelques mois.

Nous avons adressé courant novembre un « gros courrier » à Moulourou afin de prendre des nouvelles précises sur l'ensemble des dossiers en cours. Il faut reconnaître que l'école avait monopolisé les énergies et fait passer l'ensemble des autres questions au second plan.

Pourtant, le « Programme d'Amélioration de la Fertilisation des Sols » se poursuit normalement et entre maintenant dans sa seconde année. Rappelons qu'il avait été primé par la Fondation de France et qu'il concerne onze villages de la région. Le coordinateur de l'Union Solidaire se rend en mission sur place en janvier afin de s'assurer du bon avancement du programme. Dans ce cadre, et comme tous les autres villages concernés, Moulourou va bénéficier très prochainement de la suite de la formation des habitants, du complément de matériel, et de la construction de dix nouvelles fosses fumières.

La nouvelle campagne d'alphabétisation qui démarre mi-janvier 2012, se fera selon la nouvelle organisation mise en place avec un opérateur de Dano qui la prend progressivement en charge avec financement de l'état. Le budget « alphabétisation » du GTMC ne concernera plus qu'une seule classe cette année et ne sera plus nécessaire en 2013.

Nous demandons aussi des nouvelles du Groupement des femmes en espérant que de jeunes femmes viennent aider les anciennes pour relancer et dynamiser les activités. Jean-Claude doit nous faire un point « santé » (évolution du paludisme, questions de nutrition infantile, dernières campagnes de vaccination). Nous souhaitons aussi que Gnotahir confirme le bon fonctionnement des « comités de gestion de l'eau ».

Nous aurons donc prochainement des nouvelles sur tous ces sujets ... en espérant que la qualité des liaisons internet, téléphone et courrier postal, ne les retardent pas trop.

■ **Bernard Costecalde**



En remplacement du repas habituel, le GTMC vous invite à une soirée festive le **samedi 18 février 2012 à 20 h 30 au Conservatoire Henri-Dutilleul, Place Hunebelle.**

### Soirée solidaire et festive

Grâce à l'association « Jeunesse Arménienne de France », nous pourrions admirer un spectacle de danses arméniennes de haute qualité.

Venez nombreux apprécier ce spectacle de danses traditionnelles qui sera suivi d'une collation où nous pourrions échanger nos impressions et discuter avec les artistes.

Il faut préciser que la JAF nous offre gratuitement son spectacle pour nous aider à

financer des projets de développement dans les pays du Sud.

#### Prix des places :

Adultes : 20 euros

Enfants de moins de 12 ans : 15 euros

#### Réservations :

cgleizes@wanadoo.fr

Tél : 01 46 44 73 59

Christal.lethomas@wanadoo.fr

Tél : 01 46 45 13 21

06 07 04 28 50 ■

# Droit à l'éducation dans les **pays** en voie de **développement**

## Le programme de l'Éducation pour tous (EPT)

*La scolarisation de tous les enfants est un droit essentiel qui permet de doter les jeunes des compétences dont ils ont besoin pour acquérir des moyens de subsistance sûrs et participer à la vie sociale, économique et politique. C'est la première fonction d'un système éducatif. Mais les pays en voie de développement (PVD), compte tenu de leur pauvreté, ont besoin d'une aide extérieure pour généraliser l'enseignement chez eux. C'est l'objet du programme mondial de l'EPT dont nous allons voir la genèse, les objectifs, les réalisations et la situation fin 2011 ainsi que les évolutions possibles.*

### **Historique du programme de l'EPT**

**E**n 1984, les États-Unis et la Grande-Bretagne quittaient l'UNESCO en provoquant non seulement une crise politique, mais aussi une diminution du 30 % du budget de cette organisation. En même temps, la Banque Mondiale (BM) change les critères de l'aide internationale aux pays endettés et impose, comme condition, la mise en place de politiques d'ajustements structurels. Ceux-ci comportent entre autres une réduction de la dépense publique dans le domaine de l'éducation. Ces pays doivent réduire leurs investissements pour l'université et l'école secondaire et privilégier l'instruction de base y compris les programmes d'alphabétisation. Ces politiques sont contraires à celles préconisées par l'UNESCO : l'éducation est un droit et le système scolaire est un tout dans lequel chaque niveau est dépendant de l'autre et où l'État national joue un rôle de planification et de développement.

*Photo extraite du livre  
« Enfants des sables » de Moussa  
et Ibrahim Ag Assarid.*





À Gaza, les enfants regardent par un trou de la tente qui leur sert de classe après la destruction de leur école.

Rapport mondial de suivi sur l'EPT de l'UNESCO - 2011.

C'était l'époque où les PVD, suite à la crise économique internationale et à l'augmentation des prix du pétrole, avaient vu leur dette augmenter. Dans ces pays, déjà, les dépenses pour l'instruction avaient diminué; quand les premières applications des politiques d'ajustement sont mises en place, la scolarisation baisse surtout au niveau de l'école primaire. L'UNICEF dénonce les conséquences néfastes de ces mesures sur les conditions de santé et d'éducation des enfants (1988).

Face à cette situation et aux difficultés de coordination des aides, différents organismes, PNUD, UNESCO, UNICEF et la BM appellent tous les bailleurs de fonds pour l'éducation à une « grande alliance pour l'éducation » et les invitent à la Conférence de Jomtien (1990) qui a pour but de donner un nouvel élan à l'aide à l'éducation. La Conférence fixe des objectifs concernant l'accès de « tous les enfants, tous les adolescents et tous les adultes à l'éducation fondamentale, à une éducation

de qualité et à la réussite ». Les agences et les pays présents s'engagent aussi à renforcer les partenariats et à coordonner les finances et les actions pour l'aide.

### Objectifs

Dix ans après, à Dakar, le Forum mondial de l'éducation (2000), décide de définir des priorités dans un cadre d'action. Le Forum quantifie : « d'ici à 2015, tous les enfants et surtout les filles et ceux qui appartiennent à des minorités en âge d'aller à l'école primaire devront avoir accès à une scolarisation obligatoire, gratuite, de qualité ».

En 2007, pour réaliser ces objectifs, on estimait à 11 milliards de dollars chaque année l'aide nécessaire à apporter aux pays à bas revenus pour les seuls projets concernant l'alphabétisation et la première enfance. Obtenir cette somme des bailleurs de fonds a été impossible. L'aide globale à l'éducation a progressé entre 1999 et 2004 en passant de 7,3 à 11 milliards de dollars, mais dès 2005, elle

n'était plus que de 8,5 milliards. Pour l'éducation de base on est passé de 5,2 milliards de dollars en 2004 à 3,7 milliards en 2005 (Rapport Mondial EPT 2009). De leur côté les PVD ont fait un effort important. Depuis 1999, la part de leur revenu national consacrée à l'éducation est passée de 2,9 à 3,8 %.

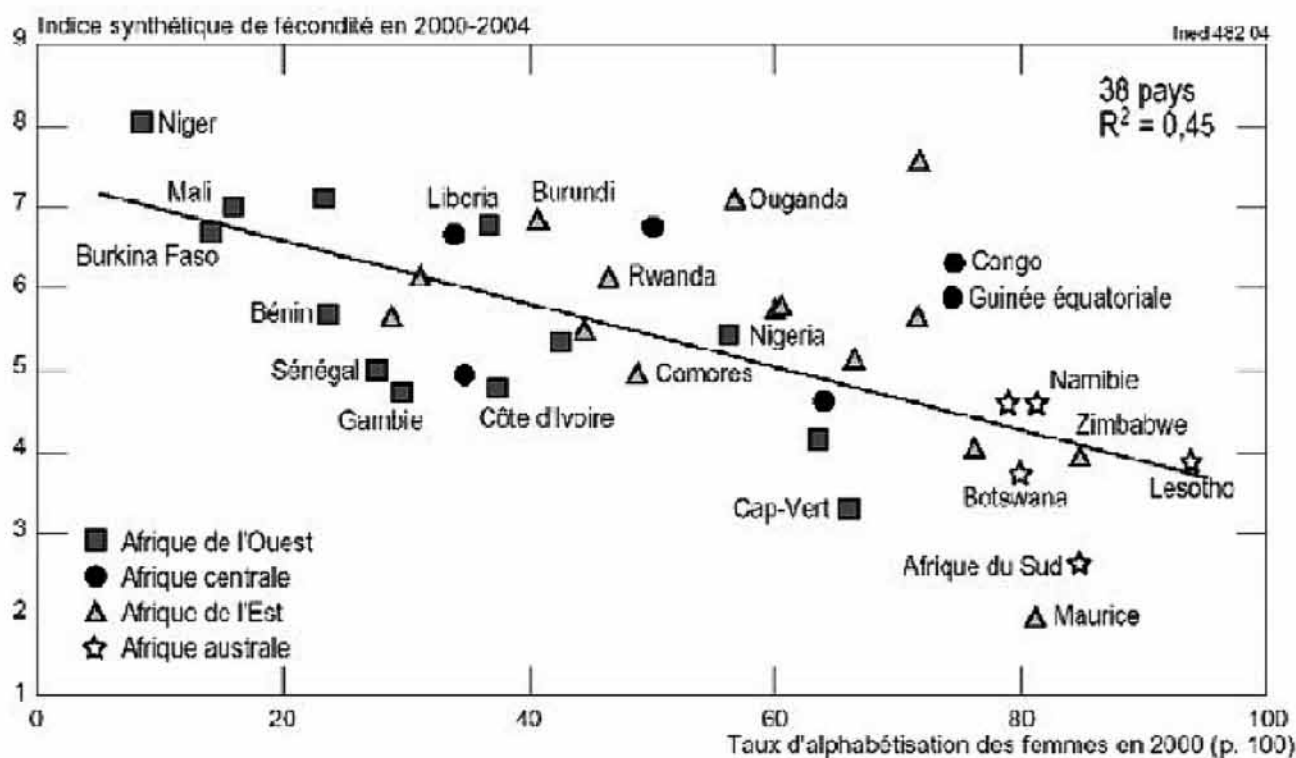
### Réalisations, situation en 2011 et freins au développement

Le nombre d'enfants non scolarisés a fortement chuté passant de cent-six millions en 2000 à soixante-sept millions en 2008. Il a été réduit de moitié en Asie du Sud et de l'Ouest. En Afrique subsaharienne, les taux nets de scolarisation ont augmenté d'un tiers malgré un fort accroissement de la population en âge de fréquenter l'école primaire (de 54 à 70 %). Mais depuis 2008 le nombre d'enfants non scolarisés diminue trop lentement pour atteindre « l'éducation pour tous ». Si cette tendance se poursuit, en 2015, ils seront plus nombreux à ne pas être scolarisés qu'en 2008. Les objectifs pour 2015 ne pourront pas être atteints.

D'autre part, de nombreux enfants abandonnent l'école avant d'avoir achevé l'enseignement primaire (pour l'Afrique subsaharienne dix millions). Au Burkina-Faso, 70 % seulement atteignent la dernière année.

À l'intérieur d'un même pays il existe de fortes disparités. Par exemple les zones rurales et les quartiers les plus pauvres des villes sont bien loin des résultats de scolarisation des zones les plus aisées. Il y a bien des freins au développement de la scolarisation de tous, entre autres:

## D O S S I E R



### Inégalité entre les sexes : un handicap à surmonter

La parité entre les sexes dans l'éducation est un droit essentiel, un fondement de l'égalité des chances et une source de croissance économique, de création d'emplois et de productivité. Les progrès en ce domaine au niveau de l'école primaire sont certains. Néanmoins il reste encore un long chemin à parcourir. Si en 2008 le monde avait atteint la parité entre les sexes dans l'enseignement primaire, les filles auraient été 3,6 millions de plus à fréquenter l'école. Dans de nombreux pays, les disparités commencent à l'admission en première année. Il en résulte un décalage permanent dans le système primaire entre les sexes, décalage qui est parfois atténué quand le taux d'abandon des filles est inférieur à celui des garçons en cours de scolarité comme en Éthiopie. Or l'alphabétisation des femmes est très importante en particulier pour la maîtrise de la fécondité.

### Les conflits armés sont un obstacle majeur aux objectifs de l'éducation pour tous

La violence qu'ils produisent est souvent de longue durée et les écoles sont considérées comme cibles en violation des droits internationaux. Le viol comme instrument de guerre empêche les filles de se rendre à l'école. Les déplacements des populations exposent les parents à l'impossibilité d'inscrire leurs enfants dans les écoles primaires. Certains enfants sont enrôlés comme enfants-soldats. 40 % des enfants non-scolarisés vivent dans des pays en guerre. Les fonds destinés à l'éducation sont détournés vers les dépenses militaires.

### La malnutrition et les conditions de santé : un obstacle aux apprentissages

Les enfants mal nourris ont tendance à ne pas réaliser tout leur potentiel tant physique que mental. Les gouvernements sous-estiment les conséquences pour l'éducation qu'entraîne

la malnutrition subie dans la première enfance.

Les programmes destinés à la petite enfance préparant les enfants à l'école atténuent les effets du dénuement de certaines familles. Les cantines qui assurent aux enfants un repas à midi sont très salutaires pour la santé et incitent les parents à envoyer leurs enfants à l'école. C'est le cas au Burkina et notamment à Moulourou. Cependant dans de nombreux PVD les politiques relatives à la petite enfance continuent de souffrir de l'insuffisance de financement.

### Qualité de l'enseignement

Dans beaucoup de PVD un trop grand nombre d'élèves quittent l'école sans même avoir acquis les compétences les plus élémentaires en lecture et en calcul. En 2007, au Malawi et en Zambie, plus d'un tiers des élèves de sixième année étaient incapables de lire couramment. En Inde, en 2009, une étude constate que seulement 38 %

*Relation entre la fécondité et l'alphabétisation des femmes en Afrique Subsaharienne en 2000. (Données Nations Unies et UNESCO.)*

des élèves ruraux de quatrième année et 82 % de ceux de huitième année étaient capables de lire un texte conçu pour la deuxième année.

Les élèves dont les familles parlent une langue différente de celle qui est enseignée à l'école ne peuvent pas être suivis par leurs parents d'autant que ceux-ci sont généralement analphabètes. C'est le cas dans la majorité des écoles rurales du Burkina.



Une écolière de Medellin (Colombie) après le feu croisé entre les forces gouvernementales et les milices urbaines.

Rapport mondial de suivi sur l'EPT de l'UNESCO - 2011.

Par ailleurs le nombre d'enseignants est insuffisant. Si l'on veut atteindre l'objectif d'un enseignement primaire universel, il faut recruter 1,9 million d'enseignants supplémentaires d'ici 2015. Très souvent les effectifs des classes sont trop élevés. Ils atteignent parfois cent-vingt élèves au Malawi ! Les manuels et le matériel

scolaire sont rares. Au Kenya la proportion d'enfants possédant leur propre manuel de mathématiques va de 8 % dans la province du nord-est à 44 % à Nairobi.

L'absentéisme des enseignants et le temps passé sans assurer leur service pendant les heures de cours peuvent réduire de manière importante le temps d'enseignement. Une étude de la Banque mondiale réalisée en 2002-2003 sur la base d'enquêtes-surprises a mis en évidence qu'au Bangladesh 16 % des enseignants étaient absents aux heures d'ouverture de l'école, en Inde 25 %, et en Ouganda 27 %. Les salaires trop faibles des instituteurs les poussent à rechercher un emploi complémentaire. L'absentéisme des enfants est aussi parfois très élevé. Un jour sur trois en Uttar Pradesh, et au Rajasthan; un jour sur quatre au Kenya.

### Évolutions possibles

Des initiatives au niveau local. Des classes à effectifs corrects, des groupes de niveau et des actions de soutien pour les élèves en difficulté sont préconisés par l'UNESCO.

La première mesure prise en 1990 par notre partenaire au Brésil, à Pintadas, municipe extrêmement pauvre, fut de faire suivre aux maîtres d'école un recyclage et de les pousser à obtenir les diplômes nécessaires pour qu'ils puissent assurer un enseignement de qualité ; en même temps leur salaire a été augmenté.

Par ailleurs, au Brésil, l'octroi d'une aide matérielle aux familles pauvres est subordonné à l'envoi régulier des enfants à l'école.

Dans son livre *Le développement humain*<sup>1</sup>, Esther Duflo propose plusieurs mesures pour qu'enfants et enseignants aiment à se rendre à l'école grâce à des programmes qui mettraient davantage l'accent sur les connaissances fondamentales ; grâce aussi à des jeux et des activités sportives. Un jardin maraîcher entretenu par les enseignants et les élèves avec la collaboration des parents peut permettre une collaboration fructueuse de ces trois acteurs.

À l'échelle internationale, la crise financière mondiale a accru la pression qui pèse sur les budgets nationaux comme sur les budgets d'aide. Le dernier rapport de l'EPT de 2011 recommande de lancer une nouvelle initiative mondiale pour l'éducation et de trouver des financements innovants tels qu'une taxe sur les téléphones mobiles. Il faut trouver des solutions. Faire de l'éducation une force de paix, apprendre en classe à vivre ensemble, se côtoyer quelle que soit la diversité religieuse, ethnique, linguistique et raciale est une voie d'accès à la paix.

■ **Marie-Françoise Gleizes,**  
**Teresa Longo,**  
**Chantal Papin**

Quelques sigles Onusiens :  
PNUD : Programme des Nations Unies pour le développement  
UNESCO : Organisation des Nations Unies pour l'éducation, la science et la culture.  
UNICEF : Fonds des Nations Unies pour l'enfance

<sup>1</sup> – Esther Duflo : *Le développement humain. Lutter contre la pauvreté* vol. I. Éditions du Seuil. Janvier 2010

# Appels urgents

## **Costa Rica : Ananas, un fruit exotique mais pas éthique.**

« **P**roduction efficace, harmonie avec l'environnement et politique d'emploi en soutien aux travailleurs » : tels sont les piliers de la philosophie affichée par le Groupe ACON. Mais ceci ne semble qu'une image de façade : selon notre partenaire, le SITRAP, il s'agit là de l'une des entreprises les plus virulentes au Costa Rica en matière de répression syndicale. C'est pourquoi Peuples Solidaires lance un Appel Urgent (appel n° 349) pour interpeller le président du Groupe ACON et la ministre du travail du Costa Rica.

Pour connaître les pratiques antisyndicales dans les plantations au Costa Rica et apporter votre soutien aux victimes de ces pratiques : [www.peuples-solidaires.org](http://www.peuples-solidaires.org), rubrique « Appels Urgents ».

## **Chine : Barbie persiste et signe.**

**E**n juin dernier, suite au suicide sur son lieu de travail de Nianzhen Hu, ouvrière d'un fournisseur chinois de Mattel, Peuples Solidaires lançait un Appel Urgent exhortant la multinationale à prendre ses responsabilités. Signé par plus de 7 000 personnes, cet Appel a permis l'ouverture d'un dialogue avec Mattel, mais les

demandes d'indemnisation de la famille et d'amélioration des conditions de travail demeurent insatisfaites.

En l'absence de liberté syndicale, il est extrêmement difficile pour les ouvrières de faire valoir leurs droits. Face à ce constat, les partenaires chinois et européens de la campagne « C'est pas du jeu ! » organisent le 12 janvier 2012 une table-ronde à laquelle sont invitées les différentes parties prenantes de l'industrie du jouet.

Pour inciter les responsables de Mattel à participer à cette table-ronde, Peuples Solidaires lance un Appel Urgent (appel n° 350). Pour connaître les conditions de travail des ouvrières de Mattel et leur apporter votre soutien : [www.peuples-solidaires.org](http://www.peuples-solidaires.org), rubrique « Appels Urgents ».

■ **Louise Eveno**

## **In memoriam**

**P**ierre Demonsant a été le premier président du GTMC, depuis sa création en 1982 jusqu'en 1995. Pendant treize ans il a consacré beaucoup de son temps et de son énergie à l'animation de notre association. Il l'a fait avec le souci d'une gestion rigoureuse, scrupuleuse, témoignage de sa droiture exceptionnelle.

D'une grande capacité d'écoute il a aussi fait montre d'une grande gentillesse et d'amitié pour chacun d'entre nous, assurant ainsi un climat de travail particulièrement agréable, faisant de notre association un groupe d'amis.

Mais surtout il nous a fait partager sa quête constante de plus de justice, pour les petites comme pour les grandes causes dans un monde où les richesses sont si mal réparties. C'était un indigné qui puisait son indignation dans ses convictions chrétiennes. Le 15 décembre

1980, pendant la période gestation de l'association, il protestait contre une manifestation qui venait d'avoir lieu à Clamart et au cours de laquelle avait été organisé un « concours consistant à ingurgiter la plus grande quantité possible de choucroute et de saucisse ». Initiative ressentie « comme une provocation pour ceux dont le train de vie déjà



*maigre se restreint de plus en plus ».*

C'est lui qui nous a conduits à adhérer à la fédération Peuples Solidaires parce qu'il y reconnaissait un des buts que nous nous étions fixé « faciliter la prise de conscience par la population du Tiers-Monde de sa capacité à assurer elle-même son développement. En nous appuyant sur des animateurs ruraux autochtones. En apportant une aide matérielle à la réalisation de projets d'initiative locale, à la portée de communautés villageoises, en fournissant les moyens techniques mis en œuvre par les intéressés ».

Ce but, ces modalités d'actions, sont encore d'actualité et nous devons les avoir à l'esprit dans la poursuite de nos partenariats.

Merci Pierre de nous avoir mis sur la route avec tant de conviction.

■ **Claude Gleizes**

| MIEUX NOUS CONNAÎTRE



# Retour sur la **Semaine de la solidarité internationale**

**A**rtisans du Monde Châtenay-Clamart a participé à la Semaine de la solidarité internationale du 12 au 19 novembre.

Deux temps forts dans cette semaine pour notre association.

### **Samedi 12 novembre**

Les bénévoles d'Artisans du Monde sont allés à la rencontre, le matin, des

clamartois au marché du Trosy sur un stand partagé avec les autres associations de Clamart, où boissons chaudes et gâteaux étaient offerts par la mairie.

Toute la journée, une animation était proposée devant la boutique. Cette manifestation, bénéficiant d'un temps particulièrement clément, s'est déroulée dans la bonne humeur et a permis d'échanger avec les passants sur les enjeux du commerce équitable et de leur

**L'association Artisans du Monde Châtenay-Clamart recherche des bénévoles**

**E**n 2012, la boutique de Clamart fonctionne entièrement grâce à des bénévoles.

Si vous avez quelques heures à nous donner, venez rejoindre l'équipe, nous avons tout à faire, du choix des produits à leur vente en boutique, du contrôle des livraisons au suivi des ventes, de la présence sur les forums aux actions de communication de tous ordres. ■

faire apprécier les produits issus de ce commerce avec les pays du Sud.

### **Samedi 19 novembre**

Les bénévoles d'Artisans du Monde ont tenu un stand à la salle des fêtes et ont participé à la soirée festive qui a suivi.

■ **Anne-Marie Birac**



**Venez nous rejoindre, contactez-nous, soutenez nos associations :**

**GTMC** – 45, rue Paul-Padé – 92140 – Clamart  
 Tél. : 01 46 44 73 59 – cgleizes@wanadoo.fr  
 Nom .....  
 Prénom.....  
 Adresse.....  
 .....  
 Tél. ....  
 Email .....

Adhère et envoie un chèque de ..... €  
 à l'ordre de **Groupe Tiers Monde de Clamart**  
 (Adhésion : 20 €    Don : ..... €)

*(Les versements au profit du GTMC font l'objet d'un reçu fiscal ouvrant droit à une réduction d'impôts égale à 66 % du montant versé.)*

**Artisans du Monde (ADM)**  
 4, villa Cour Creuse – 92140 – Clamart  
 Tél : 01 46 62 00 65  
 clamart@artisansdumonde.org  
 Nom .....  
 Prénom.....  
 Adresse.....  
 .....  
 Tél. ....  
 Email .....

Adhère et envoie un chèque de ..... €  
 à l'ordre de **Artisans du Monde de Clamart**  
 (Adhésion : 10 €    Don : ..... €)